



L'analyse des experts

Thèmes remarquables de 2007

- Recherche, développement et innovation.
- Transport : réseau routier.
- Logements vacants.
- Formation professionnelle.
- Le petit commerce.

Les entreprises continuent à dépenser peu en R&D

La plupart des entreprises qui utilisent des nouvelles technologies au Pays Basque Nord et en Haute Navarre sont étrangères. En Araba, au Bizkaia et Gipuzkoa, par contre, la moitié des investissements réalisés sont destinés aux nouvelles technologies.

L'innovation technologique s'avère de plus en plus importante dans le monde de l'entreprise. Au Pays Basque, les entrepreneurs en semblent conscients, mais on constate des différences considérables entre les territoires, pour ce qui est de sa mise en œuvre dans les entreprises.

Plans de Technologie et de Rénovation (2008-2011) : 6.945,96 millions d'Euros au Pays Basque Sud

En 2002, les Chefs d'État de l'UE s'engageaient à accroître les investissements en innovation et développement et à y consacrer 3% du PIB à l'horizon 2010 : les entreprises privées assumant deux tiers du montant correspondant et le reste serait

à la charge des Administrations Publiques.

Pour atteindre cet objectif, il faudrait cependant multiplier par deux le budget actuellement destiné à la R&D en Pays Basque, qui est d'environ 1,5%. Certains pays, comme la Suède et la Finlande, par exemple, ont destiné en 2005 à la R&D 3,8% et 3,48% de leur PIB, respectivement.

Le montant destiné à la R&D par le Gouvernement Basque représente 2,25% du PIB (au cours de la période 2000-2004, il s'élevait à 1,43%). En 2007, l'Agence Basque de l'Innovation et le Conseil Basque de la Science ont ainsi été créés. Et en Haute Navarre, il existe également des agences similaires (Cein, Anain, Navarra Innova).

La Haute Navarre a destiné en 2004 à la R&D 1,6% de son PIB et elle prévoit d'atteindre 3% durant la période 2008-2011, avec un budget prévu de 228,96 millions d'euros pour les trois prochaines années (l'investissement privé étant encore à définir).

Au Pays Basque Nord, les montants destinés à ce domaine en l'an 2000 ont été similaires à ceux de la Communauté Autonome Basque (près de 1,5% du PIB).

Décisions externes : simples rafistolages.

Au Pays Basque Nord et en Haute Navarre, la situation semble préoccupante. En effet, dans ces territoires, de même que dans l'ensemble du Pays Basque, l'investissement en R&D n'est guère importante, par rapport à l'UE. Il faut par ailleurs tenir compte du fait que la plupart des entreprises qui utilisent les nouvelles technologies sont étrangères et qu'elles ne développent pas, par conséquent, leurs recherches dans notre pays.

Le Gouvernement de Haute Navarre a prévu de destiner 228,96 millions d'Euros

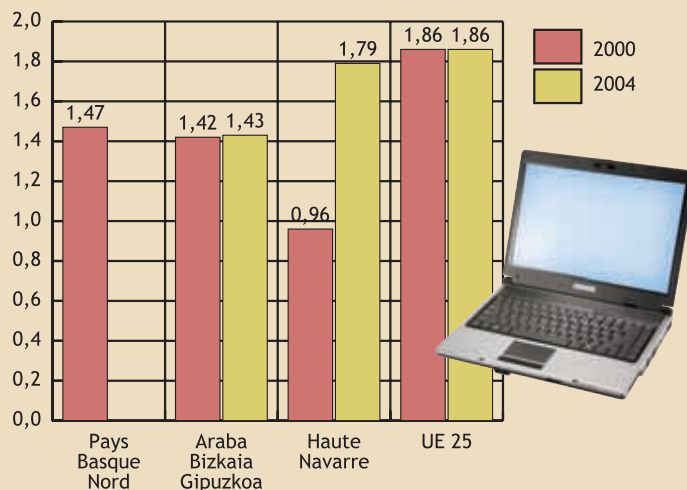
Araba, Bizkaia et Gipuzkoa : 6.717 millions d'Euros, dont près de 2 milliards d'Euros apportés par le Gouvernement Basque et 3.634 par le secteur privé

D'après les données fournies par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne, malgré la croissance de la production industrielle, il existe une grave carence de sol au Pays Basque Nord, due à l'enchérissement de ce dernier. Les entreprises de la région se trouvent dans l'aire d'influence du corridor Bordeaux-Pau-Toulouse et 75 % d'entre elles sont concentrées à Bayonne. La prise de décisions et la gestion de la plupart de ces entreprises ont lieu hors du Pays Basque Nord et il en est de même pour les importants pôles de technologie et d'innovation existants.

Expansion des Parcs Technologiques

En Araba, au Bizkaia et Gipuzkoa, 35% de la totalité des investissements en innovation proviennent d'entreprises situées dans des Parcs Technologiques. En 2007, le Pôle d'Innovation Garaia a été inauguré à Arrasate (Gipuzkoa). Et il est d'ores et déjà prévu d'agrandir de 50% les installations du Parc Technologique de Zamudio d'ici deux ans. Par ailleurs, 6.000 m² supplémentaires vont être aménagés cette même année dans le Parc Technologique de Miramón et un élargissement du Parc de Miñao est également envisagé.

INVESTISSEMENT EN R&D PAR RAPPORT AU PIB (%)



Source : Gaindegia

Politiques d'innovation au Pays Basque

Anton Borja · Professeur de l'UPV

Pays Basque Nord

L'industrie au Pays Basque Nord emploie 18.667 personnes en 2004, soit 17,9% de la population active. Il y a 942 établissements industriels, dont 37 entreprises aux effectifs dépassant les 50 employés (soi 6.500 emplois au total). Ces entreprises sont de deux types : celles du secteur aéronautique/métallurgique/équipement mécanique (35% de l'emploi industriel) et celles du secteur agro-alimentaire (21% des emplois).

L'innovation et le changement technologique concernent principalement les grandes entreprises, du secteur aéronautique notamment, ainsi que du secteur agro-alimentaire. L'innovation atteint également certains sous-secteurs, comme l'électronique, la médecine et l'informatique.

L'activité industrielle au Pays Basque Nord est cependant peu importante et semble peu préparée pour affronter l'avenir. La recherche n'est réalisée que par des organismes appartenant à l'Université ou similaires ou dépendants de l'État. Il faut mentionner que 57% des entreprises ont moins de 5 salariés et n'exercent guère d'activité innovante. Malgré ce constat et les faibles ressources consacrées à la recherche et à l'innovation, 219 personnes, dans divers organismes, travaillent dans le domaine de la R&D.

Face à la situation des activités industrielles, il convient de procéder d'urgence à une profonde structuration, tant dans le domaine aéronautique/métallurgique/équipement mécanique que dans le domaine agro-alimentaire. Et sur le plan institutionnel, la création d'un Département propre ou similaire s'impose, doté des moyens et de la capacité nécessaires pour la planification des ressources et l'établissement de réseaux entre le secteur public, l'Université et les activités industrielles, chargé de développer une politique technologique de R&D, afin de pouvoir réorienter la dynamique actuelle.

Et pour ce faire, il est nécessaire de créer et de développer une *Agence de Développement et d'Innovation*, avec pour mission la promotion, la dynamisation et la gestion d'initiatives industrielles et socio-économiques. Une Agence qui doit être autonome par rapport au gouvernement central et intégrée dans le tissu institutionnel du Pays Basque Nord.

Ce qui permettra des changements importants dans la structure productive et la consolidation d'un tissu industriel à moyen terme, favorisant le développement d'une politique technologique et d'innovation.

Haute Navarre

En ce début du 21^{ème} siècle, l'industrie en Haute Navarre représente 31% de sa richesse et 28% de l'emploi. Quoique 95% des entreprises de la Haute Navarre sont des PME, il existe également de



grandes entreprises (dont 20 avec participation majoritaire de capital étranger et qui représentent 25% de l'emploi industriel réel). Par ailleurs, certaines multinationales sont également implantées sur le territoire de la Haute Navarre (112 entreprises en 2005). Les secteurs manufacturiers les plus importants sont les industrielles métalliques, l'alimentation et le matériel de transport. La majorité d'entre elles à faible ou moyen niveau technologique et de demande moyenne.

Pour ce qui est de la politique d'innovation, il faut mentionner que des changements importants se sont produits dans ce domaine, au cours des dernières années. Les dépenses en R&D sont passées de 0,9% du PIB de la Haute Navarre en 2000 à 1,67%, un pourcentage supérieur à la moyenne de l'État espagnol et au montant destiné à la R&D dans la Communauté Autonome Basque. Les



trois Plans Technologiques existants témoignent de l'importance accordée au domaine technologique. Deux de ces Plans Technologiques (le premier de 2000-2003 et le second de 2004-2007) ont compté sur un important budget pour le développement et l'innovation technologique.

Nous détaillons ci-après le *Troisième Plan Technologique de la Haute Navarre (2008-2011)*, doté d'un budget de 228,9 Millions d'Euros et comportant quatre axes :

TROISIÈME PLAN TECHNOLOGIQUE DE LA HAUTE NAVARRE (2008-2011) BUDGETS

Axe Innovation	129,5 M
Axe Coopération	73,4 M
Axe Éducation	16,3 M
Axe internationalisation	7 M
Tâches de vulgarisation	2,5 M
TOTAL	228,7 M



On constate que les ressources destinées au Plan sont importantes, mais il convient de faire quelques remarques à ce propos :

- La démarche libérale dominante est évidente, vu le faible poids du secteur public et le fait que les entreprises sont considérées comme le principal moteur du changement technologique.

- Ce Plan ne prévoit pas d'actions systémiques visant à dynamiser réellement l'ensemble du territoire.

- Il encourage les innovations technologiques (en mettant l'accent sur la promotion d'entreprises à base technologique), mais sans pratiquement mentionner les innovations organisationnelles nécessaires.

- Il n'offre guère de soutien aux PME et aux entreprises à faible ou moyenne technologie, qui constituent cependant la majorité des entreprises de la Haute Navarre.

- Le poids accordé à la promotion d'un *cluster* est faible.

- Dans le domaine de l'éducation, la formation continue n'est pas considérée comme un élément stratégique du Plan. Or, pour encourager la société de la connaissance, la formation continue est stratégique, tant des techniciens que des cadres de direction et des travailleurs en général, est indispensable.

- Ce Plan Technologique offre une approche réductionniste, sans lien avec le Plan de la Science. Une grave erreur, qui témoigne du manque de coordination existant.

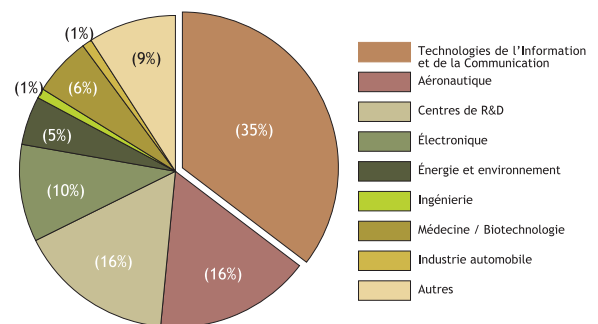
- Et il n'offre aucune référence ni lien avec la *Stratégie territoriale de la Haute Navarre*, faisant ainsi preuve d'un manque de vision d'ensemble et d'une importante carence de synergies.

Mais le plus grave est certes le manque de consensus (et de la volonté nécessaire pour ce faire) entre les acteurs économiques et sociaux du territoire, ce qui donne lieu à des résultats non-systémiques.

Communauté Autonome Basque

Le poids de l'industrie manufacturière dans la Communauté Autonome Basque représente 29,4% de sa richesse totale et 25,4% de l'emploi. L'effort réalisé en Recherche, Développement et Innovation est de 1,4-1,5%, en ce début du 21^{ème} siècle, un pourcentage qui est encore loin de la moyenne de l'Union Européenne.

DISTRIBUTION FONCTIONNELLE DU PERSONNEL DANS LES PARCS TECHNOLOGIQUES DE LA COMMUNAUTÉ AUTONOME BASQUE



Source : Réseau des Parcs Technologiques de la Communauté Autonome Basque

enne. La Communauté Autonome du Pays Basque occupe, dans le domaine de l'innovation la 55^{ème} place au palmarès des 203 régions européennes.

Depuis les années 1980, des Plans de Politique Industrielle sont mis en œuvre, comprenant des mesures de politique technologique.

Nous analysons ci-après le *Plan de Science, Technologie et Innovation 2010* (PCTI 2010), dont le budget de 6.714 Millions d'Euros est couvert par 2.6718 Millions d'Euros de financement public et 3.634 Millions de financement privé. Un Plan ambitieux, compte tenu des ressources investies et de ses objectifs : atteindre 2,25% du PIB basque en R&D pour l'an 2010.

Suite au diagnostic de la situation actuelle, un décalogue stratégique est envisagé, qui vise à mettre l'accent sur les aspects suivants :

- La compétitivité des entreprises.
- La diversification dans les secteurs émergents.
- Le protagonisme de l'Université en matière de création de connaissance.
- Le développement durable et l'innovation sociale.

Pour atteindre ces objectifs, le Plan prévoit plusieurs programmes :

- INNOVA COOPÉRATION. Avec l'intervention de l'Agence Basque d'Innovation, pour la coordination des actions des Observatoires Sectoriels.

- INNOVA ENTREPRISES. Coordination entre entreprises individuelles.

- Programmes d'Intervention pour la diversification sectorielle.

- Programmes d'Intervention en matière de politique scientifique. Diverses initiatives (BERC et autres).

Pour ce qui est du PCTI 2010, plusieurs considérations s'imposent :

Malgré la réorganisation de la coordination entre organismes, comme le Conseil Basque de la Science, de la Technologie et de l'Innovation et l'Agence Basque d'Innovation, le poids des acteurs économiques et sociaux est encore faible. Il n'existe, par exemple, aucune volonté d'intégrer ni CONFEBASK ni les syndicats.

La situation du *Système Universitaire Basque* semble préoccupant, car malgré l'existence d'un *Plan Universitaire 2010*, il n'y a aucun lien direct entre ce Plan et le PCTI 2010.

Les Centres Technologiques doivent consacrer leurs ressources à la recherche scientifique, même s'ils sont principalement centrés sur le domaine technologique, et renforcer leurs liens avec les Universités.

En matière de développement durable, le PCTI 2010 signale que *l'équilibre environnemental, par le biais de l'éco-innovation, est un vecteur-clé dans ce nouveau scénario*. Cette orientation n'implique pas une approche systémique horizontale, tel que le préconise l'Union Européenne, mais tout simplement le développement d'un secteur supplémentaire.

Quant à la formation, des mesures sont prévues pour l'utilisation des connaissances destinées au personnel technique et aux chercheurs. Mais il faut également que la formation continue des travailleurs tienne compte de la perspective et des

L'innovation et le changement technologique concernent les grandes entreprises, tant du secteur aéronautique et affines que du secteur agro-alimentaire

paramètres stratégiques de l'innovation, ce qui implique une importante réorientation.

Ce Plan ne fournit pas une vision de la totalité des Programmes d'Action, ni le détail des ressources financières prévues pour ces programmes.

Il ne semble pas évident qu'un budget de 6.714 Millions d'Euros puisse compter sur un financement privé de 54% et 2.718 Millions d'Euros de financement public. Le taux d'*obligation/engagement* à l'égard du PCTI 2010 de la part du domaine privé n'est pas clair.

Il est par conséquent indispensable d'établir des mécanismes de suivi et d'évaluation concrets de ce Plan, en spécifiant les objectifs à atteindre et leur horizon temporel, tout en veillant à leur application effective.

Considérations finales

Vu les différentes dynamiques existantes en matière de Politique Technologique et d'Innovation au Pays Basque Nord, en Haute Navarre et dans la Communauté Autonome Basque, il convient de réfléchir sur les questions suivantes : Quelles mesures convient-il d'adopter, à court et moyen terme, pour pouvoir compter sur une Politique Technologique et d'Innovation au Pays Basque ? La convergence d'actions sur les trois territoires est-elle possible ? Les acteurs sociaux, économiques et institutions du Pays Basque ont le dernier mot.



Modèle de mobilité bidirectionnelle

Alors qu'au Pays Basque Sud, des projets ont été impulsés pour la construction de nouvelles routes, le Conseil Général d'Aquitaine a décidé d'abandonner le projet de route Baiona-Pampelune, pour aborder un nouveau modèle de mobilité permettant d'affronter le changement climatique.

Les principales voies du Pays Basque supportent une densité très élevée de trafic. Au problème que subissent habituellement les capitales et les zones tout autour des principales agglomérations de travail, vient s'ajouter le trafic international, du fait de la situation géographique de notre pays, en tant qu'importante voie de passage entre la Péninsule et l'Europe. La principale recette utilisée jusqu'à présent pour affronter ce problème est la construction de nouvelles routes. Mais ces nouvelles voies se trouvent à leur tour au bord du collapsus.

Différentes politiques au Pays Basque

Le gouvernement de François Fillon a décidé d'interrompre les travaux et les investissements destinés à la construction de nouvelles routes, compte tenu du changement climatique et de l'augmentation du transport privé. Une décision qui a entraîné l'abandon du projet de construction de la route Baiona-Pampelune. Au Pays Basque Sud, cependant, de nombreux projets sont en cours. Si cette tendance se consolide, nous nous heurterons à deux modèles de mobilité différents au Pays Basque : un modèle reposant principalement sur le transport privé (au Pays Basque Sud) et un autre modèle qui semble miser sur le transport collectif (au Pays Basque Nord).

Projets :

Voie rapide Eibar-Gasteiz. Il s'agit du projet le plus remarqué en 2007. Cette voie rapide, dénommée AP-1, sera finalement ouverte en 2008, à la suite des difficultés rencontrées sur différents tronçons du Gipuzkoa. En Araba, son ouverture sera également reportée. La Députation du Araba accordera un prêt de 90,5 millions d'Euros en début d'année.

Autovía del Camino. La voie rapide A-12 ou Autovía del Camino, récemment inaugurée, qui relie Pampelune et Logroño (État espagnol), représente un investissement de 1.157 millions d'Euros en 25 ans. Cette route permet de parcourir en un temps record la distance qui sépare la Haute Navarre occidentale et Pampelune.

Voie rapide Pampelune-Bayonne. Le Conseil Général des Pyrénées Atlantiques a décidé d'abandonner le projet de construction du tronçon de cette voie, qui devait traverser le Pays Basque Nord. Plusieurs acteurs de la Soule et de la Haute Navarre s'y étaient opposés, car considérant que cette route, au lieu de la cohésion territoriale visée, entraînerait la désertification des villages de l'intérieur.

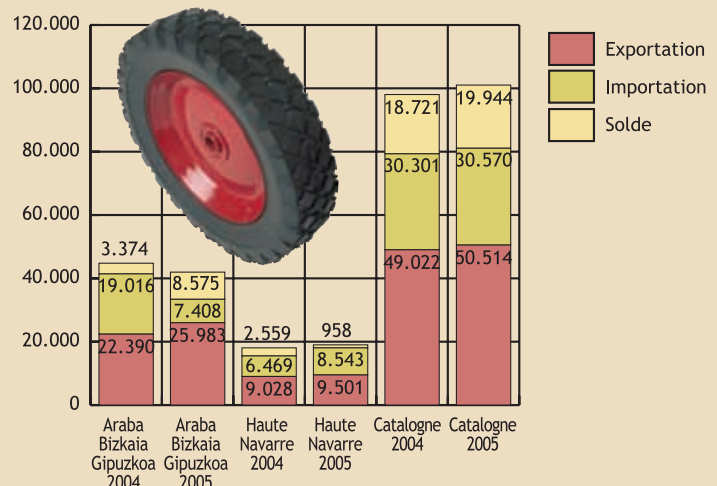


A-63. Les travaux d'élargissement de la voie rapide A-63 ont fait l'objet de nombreux débats. Les usagers ont dénoncé l'augmentation du trafic de camions que cela impliquerait. Les institutions ont promis d'alléger le trafic de la voie rapide d'Itsasoa, de la A-63, de la N-1 et de l'A-8, malgré l'augmentation du nombre de camions prévue pour les prochaines années.

Corridor Beasain-Durango. Les travaux de construction du deuxième tronçon (bretelle de Zumarraga-Urretxu-Legazpia) du corridor Beasain-Durango, qui reliera les territoires du Bizkaia et du Gipuzkoa doivent, en principe, débiter cette année, tel que l'a annoncé, en avril 2007, la Députation du Gipuzkoa. Pour cette première phase, la Députation procèdera à un investissement de 200 millions d'Euros.

Voie rapide A-8. Les Députations du Bizkaia et du Gipuzkoa ont entamé les travaux de construction des Bretelles Sud de Donostia-San Sebastián et de Bilbao, afin de réduire l'usage excessif de l'A-8. Le tronçon qui s'étend entre Aritzeta et l'Urumea à Donostia compte sur un budget de 124 millions d'Euros. Le travail de la première phase de la Supersud de Bilbao ont débuté en mai 2007, avec un budget de 650 millions d'Euros.

FLUX DES BIENS ET SERVICES EN 2005 (EN MILLIONS D'EUROS)



Source : www.c-intereg.es

Toutes ces voies rapides, autoroutes, bretelles, périphériques...

Helena Franco · Professeur à l'UPV et Docteur en Infrastructures du Transport

Pourquoi et pour quoi faire ?

Les infrastructures de grande capacité sont fondamentales pour assurer la fonctionnalité d'un modèle économique-productif à dimension mondiale.

1) Ces dernières décennies ont connu une accélération de la tendance mondialisatrice. La production et la distribution à grande échelle ne cessent de s'étendre, dans le sillon des entreprises transnationales. Les personnes, et les marchandises en particulier, parcourent de plus grandes distances, entraînant une augmentation de la demande de transport, qui exige à son tour la construction de grandes infrastructures (routières, portuaires, aéroportuaires...), afin de permettre le fonctionnement d'un modèle de production à dimension mondiale. Les 10.000 camions qui traversent chaque jour à Irun la frontière entre le Gipuzkoa et le Labourd ainsi le confirment.

2) Cette économie mondiale assigne comme principale fonction aux pays occidentaux une tâche de création d'innovation et de contrôle. Les agglomérations urbaines les plus importantes (les métropoles) jouiront d'une position privilégiée, étant donné que les activités actuellement considérées stratégiques, autrement dit, les activités financières, l'innovation et les services fondamentaux pour l'organisation et la gestion de l'ensemble du système, se trouvent précisément dans les villes principales.

Et c'est ce qui explique, notamment, les diverses interventions menées au cours des deux dernières décennies pour impulser le Bilbao Métropolitain : les travaux de modernisation et d'agrandissement du port et de l'aéroport, l'aménagement des routes internationales (voie rapide Eibar-Gasteiz ou liaison entre les autoroutes A-8 et A-68) ou le TGV.

3) Conséquence de tout ce qui précède : d'importantes modifications des infrastructures et, par conséquent, de la configuration des relations entre les territoires. Ainsi, les principaux efforts sont orientés vers les infrastructures (aériennes, routières et ferroviaires, ainsi que vers les télécommunications) et visent à relier, via la haute vitesse, des territoires en plein développement et à assurer la mobilité interne des grandes métropoles, renforçant du même coup les activités économiques tout autour, conformément à la tendance de promouvoir l'international et le local.

Les actuels modèles territoriaux concentrés et polarisés augmentent les besoins de mobilité des personnes et des marchandises

Impulsée par la dynamique des forces du marché et grâce à l'aide inestimable des politiques d'infrastructures, la croissance économique, autrement dit, les investissements et les activités de production tendent à se concentrer autour des grandes agglomérations urbaines, de même que l'emploi et l'offre de



biens et de services. Une concentration cumulative qui attire la population et fait que certains citoyens décident de s'installer à proximité alors que d'autres sont obligés de se déplacer tous les jours.

Certaines zones se retrouvent ainsi de plus en plus écartées et éloignées de ces centres d'activité et se transforment en villes-dortoirs ou lieux de passage pour la circulation de long parcours.

Le modèle même d'aménagement du territoire, qui domine dans les agglomérations urbaines, provoque l'éloignement et encourage la mobilité motorisée, car visant une excessive spécialisation de l'usage du sol et forçant ainsi la séparation et l'éloignement entre elles des activités de consommation, de loisirs et le logement.

Le trafic routier est la colonne vertébrale du système de transport

De même que dans le reste de l'Union Européenne, au Basque Sud le transport de marchandises est le principal usager de nos routes, dans une proportion bien supérieure à celle de la moyenne communautaire, car notre pays recourant moins à l'usage des ports et des voies ferroviaires. Le transport routier de marchandises représente 44% au sein de l'UE, un pourcentage qui s'élève à 81% et 98% dans la Communauté Autonome Basque et en Haute Navarre, respectivement.

Les voyageurs, quant à eux, sont également très dépendants des routes, le véhicule privé étant le principal moyen de transport utilisé pour les déplacements (67% des déplacements à moteur dans la Communauté Autonome Basque, 65% à Pampelune, 88% dans le reste de la Communauté de la Haute Navarre et 80% sur le littoral du Labourd).

Ce profond déséquilibre n'est pas le fait du hasard, mais la conséquence directe des politiques d'infrastructures menées durant des décennies, qui ont accordé priorité au réseau routier.

Le principal avantage des infrastructures routières, par rapport aux autres moyens de transport et notamment le train, est la suivante : une plus grande potentialité structurante et sa capacité d'assurer l'accessibilité à l'ensemble du territoire. On ne peut, en effet, nier qu'elles s'avèrent indispensables pour certaines fonctions et usages, mais l'ensemble de notre système de transport ne doit pas uniquement reposer sur le réseau routier, compte tenu, en outre, des grandes difficultés et problèmes que cela entraîne, en matière de fonctionnalité du système lui-même.

Les routes deviennent rapidement obsolètes

Une fois les infrastructures routières suffisamment développées, toute destination devrait, en principe, s'avérer accessible.



Cependant, on constate que notre réseau routier ne cesse de réclamer de nouveaux élargissements, qu'il devient vite insuffisant et que les routes ne cessent d'être congestionnées.

Au-delà des possibilités de croissance continue, nous devons tenir compte de deux aspects importants, pour bien comprendre le problème de la congestion routière :

a) Le transport par route a augmenté au rythme de la progression mondiale du commerce des marchandises qui, tout au long du XXe siècle et à ce jour, est très supérieure à la croissance de la production. Selon les chiffres récemment publiés par l'OMC, le commerce s'est multiplié par 27 et la progression de la production a triplé.

Invertir cette tendance ne semble pas une tâche facile, sans transformer les bases de l'actuel modèle économique. La croissance économique, objectif fondamental du système capitaliste, est directement liée à l'expansion des marchés et ce besoin de produire et d'échanger davantage génère à son tour une augmentation du transport. Dans un tel scénario, on comprend que les propositions visant à dissocier la croissance économique du transport routier et à promouvoir d'autres modes de transport des marchandises ne trouvent guère d'écho.

b) Quant à l'automobile particulier, nul doute qu'il compte un plus grand nombre d'adeptes et les distances parcourues sont, en moyenne, plus longues. Ce qui mène à la dynamique insensée générée par les actuelles politiques de transport et d'aménagement du territoire.

Sans oublier les nombreuses connotations positives attribuées par notre société à l'automobile (prestige, standing, liberté, confort...), ce qui ne favorise nullement l'abandon du véhicule privé en faveur des transports publics, qui permettrait de soulager considérablement la circulation.

Les autorités s'acharnent à construire davantage de routes, comme solution au problème.

La seule issue aux yeux de nos administrations, face à la congestion du trafic routier, est d'augmenter l'offre routière, afin de répondre aux collapsus du réseau. Autrement dit, de construire des voies à plus grande capacité ou d'augmenter la capacité de celles existantes (en ouvrant des troisièmes voies, par exemple). La plupart des interventions et des projets mis en œuvre ces dernières années vont dans ce sens : travaux d'élargissement des autoroutes A-8 et A-63, voie rapide Eibar-Gasteiz pour renforcer l'axe Nord-Sud, amélioration de l'accessibilité du Bilbao Métropolitain (corridor du Txorierrri, bretelle sud Supersud) ou deuxième périphérique de Donostialdea.

Mais ce que l'on prétendait arranger reste sans solution. La construction de nouvelles infrastructures provoque une augmentation de la circulation et des points critiques sur le territoire. Car l'augmentation de la capacité du réseau routier arrive effectivement à soulager la congestion, dans un premier temps, mais attire également de nouveaux usagers, qui finissent par collapser les nouvelles infrastructures.

Sans compter que cette option soulève d'autres problèmes. Outre les critiques sociales ou environnementales à l'égard de



La production et la distribution à grande échelle ne cessent de s'étendre ; les 10.000 camion qui traversent chaque jour à Irun la frontière entre le Gipuzkoa et le Labourd ainsi le confirment

ce système reposant sur le réseau routier, nous tenons à en mentionner ici d'autres, relatives au financement de ce type d'initiatives.

L'argent nécessaire pour le financement de ces infrastructures millionnaires provient généralement de sources très concrètes : les budgets publics, au détriment d'autres interventions. Mais les budgets sont limités et il s'avère bien souvent indispensable de recourir à d'autres formules. La formule la plus fréquente est l'augmentation du prix des péages. Sans entrer dans le fond de la question, nous tenons à offrir quelques réflexions à ce sujet. D'une part, pour que les péages soient réellement effectifs, leur prix doit être réellement élevé et, d'autre part, le fait de destiner l'argent ainsi perçu à la construction de nouvelles autoroutes et voies rapides ne contribue nullement à

atteindre l'équilibre nécessaire entre les différents modes de transport.

Mais la solution est toute autre

D'aucuns considèrent la nécessité de réduire, dès à présent, le nombre de nos infrastructures, comme solution à la congestion du réseau routier et afin d'avancer vers un modèle de transport alternatif. Sans en arriver là, il convient toutefois de cesser de construire de nouvelles voies rapides et autoroutes et de ne pas augmenter la capacité de celles déjà existantes (comme dans le cas de la voie rapide Pampelune-Bayonne). Les routes actuelles sont suffisantes, veillons par conséquent à les maintenir en parfaites conditions. Et faisons en sorte que les politiques d'infrastructures s'orientent vers la promotion d'autres modes de transport, plus efficaces que la route, tels que notamment le train.

Il s'avère également indispensable d'impulser une nouvelle politique capable de gérer réellement la demande, favorisant les ports et le réseau ferroviaire pour la circulation des marchandises et les transports publics de voyageurs. La congestion elle-même devrait nous aider à atteindre ces objectifs.

Quoiqu'il en soit, on ne peut ignorer que ce problème ne pourra être résolu que si nous attaquons ses racines : en impulsant une alternative reposant sur des modèles de consommation et de production plus équilibrés et un usage plus rationnel du territoire, afin d'arriver à réduire les besoins en transport.

Logements vacants et non-respect des droits

La construction de nouveaux logements sociaux et la location de logements vacants sont, selon l'Administration, les deux exigences requises pour être en mesure de satisfaire le droit au logement. Mais, qu'appelle-t-on réellement logement vacant?

La division administrative du Pays Basque met en évidence les différences existantes entre territoires, pour ce qui a trait à la définition d'un logement vacant. Pour le Gouvernement Basque, un logement vacant est celui dont les propriétaires ne l'ont pas utilisé durant un an; les résidences secondaires et celles utilisées uniquement quelques jours par an ne sont pas considérées comme habitations vacantes par le Gouvernement Basque. En Pays Basque Nord, par contre, la Loi Engagement National pour le Logement (ENL) laisse aux Maires la possibilité d'appliquer la taxe d'habitation aux immeubles vacants depuis plus de cinq ans.

Hendaye, seule commune basque à avoir appliqué la taxe aux logements vacants (400 en janvier 2007)

De même qu'au Pays Basque Nord, en Haute Navarre il existe également une Loi relative aux immeubles vacants. Cette Loi de 1995 octroie aux communes la

compétence de percevoir la taxe correspondante. Mais cette Loi n'a pas encore été appliquée, car elle ne définit pas clairement ce qu'est un logement vacant. En Araba, au Bizkaia et au Gipuzkoa, cette taxe n'existe pas. Le Département du Logement du Gouvernement Basque a cependant annoncé, en 2007, son intention d'imposer une taxe de 9 Euros par jour aux propriétaires de logements vacants. À ce jour, cette proposition n'a pas encore été soumise à débat.

Droit universel, norme particulière.

En 2007, avec l'adoption de la Loi Relative au Droit au Logement Opposable (DALO), la France institue pour la première fois le droit au logement. Ce texte de loi prévoit toute une série d'aides économiques et juridiques pour l'obtention d'un logement. Mais les acteurs du Pays Basque Nord se montrent réticents, car ils défendent la location sociale des logements vacants et des résidences secondaires. Ils considèrent, en effet, que cette Loi n'est qu'une mesure d'urgence et purement symbolique, car elle ne fait aucune référence aux immeubles vacants ni à la situation des jeunes.

Quoique le droit au logement soit reconnu par la Loi, au Pays Basque Nord de nombreuses personnes sont obligées de quitter leur lieu de résidence et diverses initiatives locales ont commencé ainsi à surgir pour la défense de

Devons-vous quitter le foyer paternel ou vivre dans la rue pour avoir droit à un logement? Iñaki Berhokoirigoin, membre d' Euskaldun Gazteria

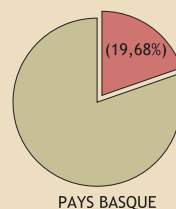
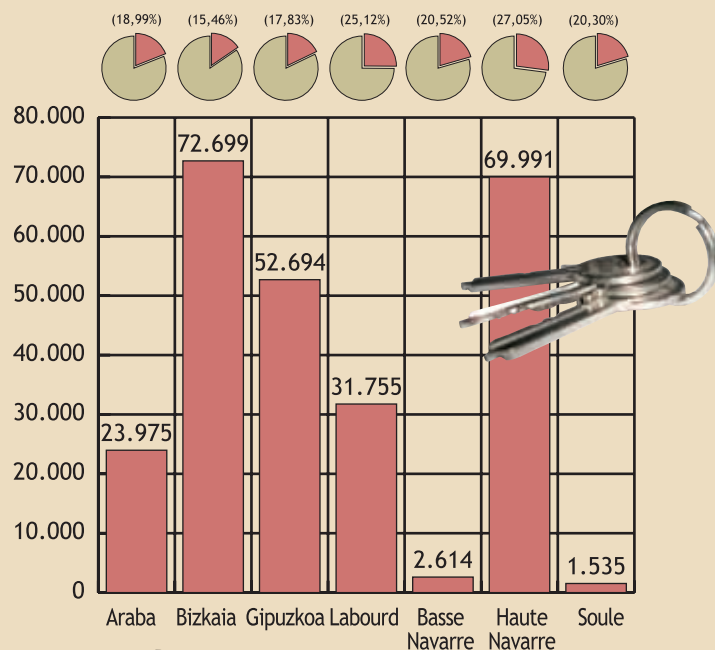
Selon le rapport publié par Elkartzten en 2007, si l'on permettait l'accès aux logements non-utilisés habituellement (255.263), on arriverait à satisfaire la demande existante (100.000)

ce droit. Comme, par exemple, l'Association Etxalde, qui depuis 2007 s'occupe de la rénovation d'immeubles pour ensuite les vendre ou les louer à des prix accessibles. Ou Euskaldun Gazteria, qui mène une initiative similaire à Saint-Jean-Pied-de-Port.

Aides pour la location

Deux sont les programmes existants au Pays Basque Sud d'aide aux locataires et bailleurs. Grâce à ces programmes, 3.250 habitations vacantes ont ainsi pu être louées. Il s'agit des programmes Bizigune (Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, 3.000 logements vacants) et Vinsa (Haute Navarre, 250 logements vacants en 5 ans).

LOGEMENTS VACANTS AU PAYS BASQUE, 2001



Demeures principales et logements vacants au Pays Basque :
 - 255.263 logements vacants.
 - 1.297.038 logements au total.

Source : www.datutalaia.net

Wir bleiben alle

Ion Andoni del Amo · Professeur à l'UPV
Txema Mendibil · Inspecteur des Impôts



Les villes sont devenues les otages des flux incontrôlables de l'investissement mondial, très actif dans les secteurs financier et de l'immobilier. Leur surdimensionnement et caractère spéculatif ont provoqué la bulle immobilière et la crise du secteur aux États-Unis et au Royaume-Uni dans les années 1990 et produisent actuellement les mêmes effets au Pays Basque.

Mais les tendances mondiales ne sont pas inexorables. Elles peuvent être renforcées ou équilibrées sur le plan local. Au Pays Basque, les principales institutions ont renoncé durant un certain temps à cet équilibre en encourageant la libéralisation et la flexibilité, favorisant ainsi la formation de coalitions de croissance : à la spéculation des promoteurs de la construction, promoteurs immobiliers et banques, sont venues s'ajouter les Mairies elles-mêmes comme forme de financement (impôts sur la construction, enchères de terrains publics, non-exécution de patrimoines fonciers), ainsi que les particuliers propriétaires de sol ou de logements. L'urbanisme est ainsi devenu le négoce le plus lucratif, avec une revalorisation des sols démesurée, de gigantesques plus-values et une sauvagerie déprédation environnementale.

Sans oublier le traitement juridico-fiscal du logement, qui a créé les conditions structurelles pour transformer en *investissement* ce qui devrait être un droit. Les institutions basques ont entrepris des réformes fiscales de plus en plus réactionnaires, favorisant l'utilisation spéculative, avec des effets nocifs sur la distribution des revenus et l'environnement. Le logement fait l'objet d'un traitement plus favorable que les autres actifs, y compris dans le cas des résidences secondaires. La politique fiscale prime les déductions par rapport aux dépenses directes et l'achat par rapport à la location ; ce qui implique une réduction des recettes et, par conséquent, la limitation de la capacité publique, dont l'intervention directe est en outre plus flexible et personnalisée. Quant à l'IRPF (Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques), les récentes réformes fiscales de 2007 mises en œuvre dans la Communauté Autonome du Pays basque et auparavant dans la CFN (Communauté

de la Haute Navarre) n'ont fait qu'aggraver la situation : les locations étant désormais taxées comme revenus du capital à un taux inférieur à celui du travail, avec élimination de l'imputation des revenus aux habitations de vacances ou inoccupées.

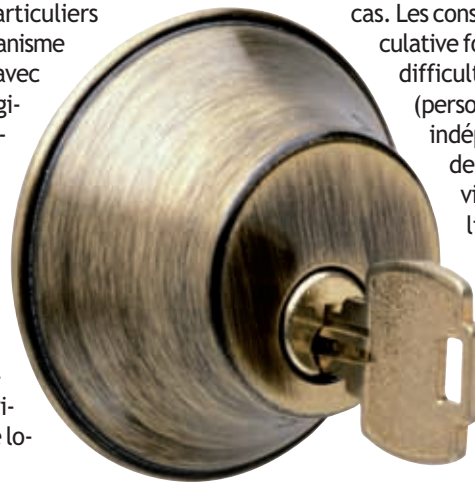
Les pouvoirs publics se sont désintéressés du logement, qui est devenu un domaine privé, responsabilité du marché et de la famille. Considérant que *faire ville* consiste en la réalisation de mégaprojets visant à attirer des investissements et le tourisme. Mais *faire ville* n'est possible que si on allie compétitivité, durabilité et cohésion sociale et, pour ce faire, une adéquate intervention publique s'avère indispensable.

Le problème

L'apparition de la bulle immobilière en Pays Basque est le reflet de la situation générale, qui est même plus grave dans notre cas. Les conséquences sont bien connues : rétention spéculative foncière, escalade des prix, propriétérisation, difficulté d'accès au logement, pauvreté masquée (personnes qui ne peuvent accéder à un logement indépendant par manque de ressources), surendettement, logements vides, déprédation environnementale, création d'un lobby immobilier, discrimination de genre étant donné la plus grande précarité de la force de travail féminine, tendance à la ségrégation des minorités, mobbing immobilier, rigidité structurelle qui entrave la flexibilité et la capacité d'initiative.

Les VPO (Logements sous la protection de l'État) sont-ils la solution ?

Ces dernières années, les institutions ont réactivé les programmes de vente de VPO, vieil instrument de l'urbanisme ford-keynésien-corbusien, qui étaient devenus résiduels. Le modèle actuellement mis en place est essentiellement centré sur une ample tranche de revenus, qui exclut cependant les plus bas et qui reproduit, en outre, le schéma de la propriétérisation. La Loi foncière de la Communauté Autonome du Pays Basque, soumise aux fortes pressions du lobby immobilier et d'Eudel, réitère ce modèle : elle ne corrige pas les ratios propriété-location et mise sur la figure de l'estimation des logements, moins accessibles que les VPO



Les institutions basques ont entrepris des réformes fiscales de plus en plus réactionnaires, favorisant l'utilisation spéculative

La garantie du Droit au Logement est un pilier fondamental, qui exige une adéquate et puissante intervention publique et civile, hors de la logique du marché

(environ 1,7 fois plus chers) et susceptibles de fournir de plus grands dividendes.

Un modèle qui ne résout nullement le problème. Il ne s'agit, en effet, que d'une action palliative, partielle et restreinte, qui s'inscrit dans le cadre néolibéral. Et qui n'affronte pas non plus l'authentique problème -le prix du sol-, n'invertit pas la culture de la propriété et du logement comme investissement et ne prévoit pas le financement nécessaire pour ce faire. Par conséquent, les problèmes de rigidité, de propriétaireisation, de discrimination, de ségrégation et de manque de durabilité persistent et s'aggravent même dans certains cas. De plus, ce modèle implique des doses inacceptables de dirigisme étatique et crée des marchés segmentés et de graves injustices sans justification économique.

Stratégies possibles de logements alternatifs

La construction d'un Pays Basque moderne, dynamique, démocratique et participatif, doit compter sur les conditions matérielles minimales de sécurité vitale, permettant la nécessaire

autonomie et liberté individuelle pour construire des projets de vie propres, autrement dit, l'autoconstruction et l'autodétermination individuelle. La garantie du Droit au Logement est un pilier fondamental, qui exige une adéquate et puissante intervention publique et civile, hors de la logique du marché. Les logiques actuellement appliquées ne sont pas les seules possibles, mais tout simplement les logiques dominantes.

Intervention foncière. Le sol réclame des mesures draconiennes permettant d'atteindre des résultats économiques similaires à la nationalisation, sans les inconvénients bureaucratiques de cette dernière. Ce sont les acteurs politiques, par le biais de procédures ouvertes et participatives, qui doivent prendre les décisions relatives à la planification et à la croissance naturelle des populations, en éliminant certaines figures, comme celle de l'agent urbanisateur. Les pouvoirs publics ont la capacité d'intervenir en assurant l'initiative et les décisions publiques et en évitant la rétention spéculative foncière. Certaines études menées à Hong Kong et Singapour (Castells, Lee Goh et Kwok) montrent qu'une gestion foncière publique et sociale ne va nullement à l'encontre de la compétitivité, bien au contraire. À Hong Kong, tout le sol est public et loué par le gouvernement, en fonction des objectifs urbanistiques. Par exemple, gratuit pour des logements publics et très cher pour les grands centres d'affaires. À Singapour, un strict système de planification urbaine contrôle l'usage du sol et le gouvernement en est le principal opérateur. À Marinaleda (Espagne), la Mairie cède également le sol pour la construction de logements, sous certaines conditions afin d'éviter son utilisation spéculative.

Politique fiscale. Il existe toute une série de mesures fiscales qui pourraient faire baisser le prix des logements habituels et rendraient plus onéreuse leur possession à des fins spécula-



Pour répondre au problème d'accès au logement, il est indispensable de compter sur un parc public de logements en location

tives : interdire la possession aux sociétés commerciales ; multiplier par 3 au moins l'IBI (Impôt sur les Biens Immobiliers) des résidences secondaires ; taxer l'IRPF de la location au taux général ; imputer comme revenus pour l'IRPF les habitations désoccupées ou de vacances ; réclamer une évaluation périodique des résidences non-habituelles, aux fins de l'Impôt sur le Patrimoine.

Logements publics en location. Pour répondre au problème d'accès au logement, il est indispensable de compter sur un parc public de logements en location, payé par tous et au service de la société. Sans limite de revenus et avec un loyer adapté aux capacités de chacun, ne dépassant jamais 30% des revenus du locataire. Et ce afin d'éviter la création de ghettos ou de logements à typologie déterminée. Mais l'intervention publique ne doit pas se limiter à simplement poser des briques, elle doit avant tout favoriser la création d'une communauté.

Rappelons à nouveau les cas de Hong Kong et de Singapour, qui comptent le plus important programme de logements publics dans le monde : de 47% à 86% et où les loyers se situent traditionnellement autour de 10% des revenus. Une politique qui s'est avérée décisive pour le développement économique : con-

tention des salaires, car le gouvernement assumant le salaire indirect, encourageant l'épargne ou impulsant la capacité entrepreneuriale, grâce à la garantie de logements et de services publics. Et qui a permis également, à Singapour, d'estomper la ségrégation spatiale ethnique et socio-économique.

Stratégies de reprise du marché. Utilisées par le mouvement des squatters de Berlin durant le processus de *légalisation*, par le biais de coopératives, visant à éviter le marché de la spéculation immobilière. Au Pays Basque également, les initiatives civiles menés par Etxalde ou Euskaldun Gazteria au Pays Basque Nord vont dans le même sens : acquérir des immeubles, les rénover et les offrir en location. Mais ces initiatives ne doivent pas servir aux institutions à éluder leur responsabilité; ces dernières doivent, au contraire, s'engager à les soutenir et à en mettre d'autres similaires en œuvre.

Logements vides et squatters. Les milliers de logements vides et sous-occupés constituent une insulte du point de vue social et de durabilité. Il s'agit d'un problème de volonté politique et il ne suffit pas d'encourager leur issue sur le marché, il est indispensable d'établir des mécanismes de contrôle et de pénalisation. Le mouvement squatter a transformé les logements vides et les zones urbaines moins attractives pour les élites en espaces de sociabilité et de régénération, dont témoigne la dynamique urbaine de Berlin, Amsterdam ou Copenhague. "Wir bleiben alle" était le slogan des vagues d'occupation massives après la chute du mur, notamment dans le District de Friedrichshain, les jeunes berlinois exerçant ainsi leur droit d'accès au logement. Le mouvement okupa du Pays Basque possède également une brillante trajectoire en matière de récupération d'immeubles vides destinés à usage social, ce dernier étant prioritaire, au-delà de leur valeur commerciale.



Les travailleurs qualifiés font défaut

Il y a au Pays Basque très peu de jeunes qui choisissent la Formation Professionnelle, contrairement à l'Union Européenne.

Notre société vieillit et l'économie changeante et le nouveau monde industriel témoignent d'une rude réalité : les entreprises ont du mal à trouver de nouveaux travailleurs, car le nombre des départs en retraite est supérieur à celui des embauches. Sans oublier que le Pays Basque compte le taux de natalité le plus bas de toute l'Europe.

En 2007, deux congrès ont été organisés portant sur ce grave problème : l'un au Palais des Congrès Kursaal de Donostia-San Sebastián, l'autre à l'Institut de la Machine-Outil d'Elgoibar (Gipuzkoa). Dans leurs conclusions, les experts qui ont participé à ces deux événements affirment qu'il s'agit d'un problème structurel mais aussi démographique. Les différents thèmes abordés étaient les suivants : prolongation de la vie professionnelle, attraction des travailleurs immigrés, promotion de la formation continue, accroissement du taux d'activité féminine, augmentation du nombre d'élèves en Formation Professionnelle.

Très loin derrière l'Europe

Au Pays Basque Sud, 45-48% des étudiants choisissent la Formation Professionnelle, soit 20 points derrière les pays les plus développés d'Europe. En 2006-2007 et 2007-2008, par exemple, 30.000 jeunes se sont inscrits en Formation Professionnelle. Au cours des quatre dernières années scolaires, le nombre d'inscriptions a diminué au Pays Basque Sud, excepté en Haute Navarre, où il a augmenté de 5%.

Au Pays Basque Nord, par contre, la demande de Formation Professionnelle et des Stages d'Apprentissage a augmenté ces dernières années, après une longue période de déclin. En 2004-

2005, par exemple, 4.473 jeunes du Pays Basque Nord ont suivi des cours de Formation Professionnelle (3.331) et des Stages d'Apprentissage (1.142). Soit, en FP, 141 étudiants de plus que l'année précédente (2004-2005).

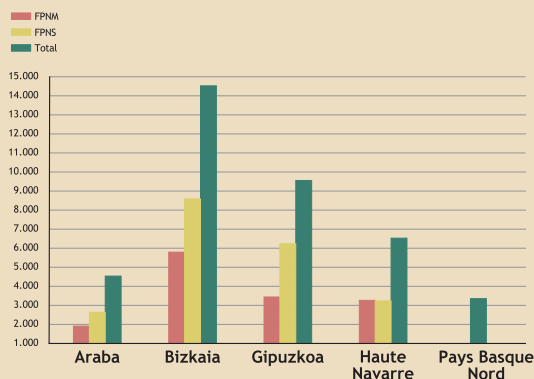
L'atelier est la meilleure formation

Le Gouvernement Basque prétend mettre en œuvre en 2007-2008 le Programme Ikasi eta Lan, qui allie études et travail et comptera sur la participation de 100 étudiants et 40-50 entreprises. Au Pays Basque Nord, un programme similaire existe déjà depuis plusieurs années. Ainsi, les élèves du Centre d'Apprentissage de Bayonne consacrent 2/3 de leur journée à des stages en entreprise.

À l'avenir, l'espagnol continuera à être la langue dominante dans nos entreprises

D'après une étude réalisée en 2007 par l'Observatoire des Droits Linguistiques, un enseignant sur trois de Formation Professionnelle en Araba, au Bizkaia et Gipuzkoa ne sait pas parler basque. En Haute Navarre, la situation est encore plus grave : uniquement 2 des 32 modules du niveau moyen sont dispensés en basque et 2 des 35 modules du niveau supérieur. Et au Pays Basque Nord, il s'avère impossible de faire des études de FP en basque. Pour répondre à ces carences, en 2003 est créée l'Association Hezkuntek, qui offre des aides aux élèves du Pays Basque Nord, afin qu'ils puissent suivre leurs études dans des établissements de Formation Professionnelle du Pays Basque Sud (modèle D). Un autre de ses objectifs est le développement de l'industrie du Pays Basque Nord et de créer les outils nécessaires pour ce faire. La présente année, des jeunes du Pays Basque Nord se sont inscrits dans des établissements de FP du Pays Basque Sud.

NOMBRE D'INSCRITS EN FORMATION PROFESSIONNELLE (2004-2005)



Source : Ministère de l'Éducation du Gouvernement Basque, Ministère de l'Éducation du Gouvernement de Navarre et www.lurraldea.net

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
ARABA			
FPNM	1.948	811	1.913
FPNS	2.645	1.323	2.266
Total	4.413	2.134	4.179
BIZKAIA			
FPNM	5.799	5.480	5.377
FPNS	8.335	7.755	7.535
Total	14.134	13.235	12.912
GIPUZKOA			
FPNM	3.476	3.314	3.241
FPNS	5.930	5.591	5.301
Total	9.406	8.905	8.542
HAUTE NAVARRE			
FPNM	3.049		
FPNS	2.946		
Total	5.995		

* FPNM : Formation Professionnelle de Niveau Moyen
* FPNS : Formation Professionnelle de Niveau Supérieur

La Formation Professionnelle au Pays Basque : enjeux et opportunités

Iñaki Conde Zubiaurre · Président de Ikaslan Gipuzkoa

La Formation Professionnelle au Pays Basque varie en fonction des différents systèmes éducatifs existants dans la Communauté Autonome Basque, en Haute Navarre et au Pays Basque Nord. Il existe cependant certains points communs entre les trois territoires, tels que la grande fréquentation ou le problème du relais générationnel.

À l'aube de cette année 2008, des changements sont à prévoir dans le domaine de la Formation Professionnelle, découlant de la situation du monde du travail, dont le faible taux de substitution et la difficulté d'incorporation des jeunes au marché du travail sont les éléments les plus caractéristiques. Parmi les causes de cette situation : la baisse de la natalité durant les dernières décennies et l'incorporation tardive des jeunes au monde du travail.

On constate ainsi un déficit de diplômés en FP, par rapport à la demande du marché et ce dans des secteurs tels que l'électronique, l'électricité, la fabrication mécanique, la maintenance des services de production ou la construction, où le taux d'embauche dépasse 90%.

On constate un déficit de diplômés de FP par rapport aux demandes du marché

En Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, près de la moitié des étudiants choisissent la FP, contre 25% il y a quelques années, malgré toutefois la réduction des inscriptions, comme conséquence de la baisse de la natalité. Durant l'année scolaire 2006-2007, 26.465 élèves ont suivi des cours de formation de niveau moyen et supérieur, ce qui représente une perte de 500 étudiants par rapport à l'année

précédente et 4.000 par rapport à 2002-2003.

Compte tenu du relais générationnel qui doit se produire dans les prochaines années au sein des entreprises, il s'agit d'un problème qui risque de mettre en péril le tissu industriel. La collaboration entre l'Administration, le secteur productif et le secteur éducatif est primordiale. Et il convient de trouver de nouvelles formules pour attirer les jeunes dans les établissements de FP, notamment dans les spécialités et formations les plus demandées par le monde industriel.

Au Pays Basque Nord, qui compte sur un système éducatif différent, le nombre d'étudiants de FP a augmenté ces dernières années : 3.331 élèves en 2005, soit 141 de plus qu'en 2004, quoique le nombre des étudiants qui suivent les cours pour obtenir le BEP (Certificat d'Aptitude Professionnelle) ne cesse de diminuer depuis 1997.



De même que dans les autres territoires, les diplômés dans le secteur tertiaire ont expérimenté la plus grande augmentation au Pays Basque Nord. Le secteur industriel offre également un plus grand taux d'embauche que le tertiaire, avec 7 points de différence par rapport aux autres secteurs.

Quant à la Haute Navarre, il faut mentionner que pratiquement la totalité de la Formation Professionnelle est adscrite au système public, contrairement à la Communauté Autonome Basque, où la formation est répartie à 50% dans le réseau public et privé.

Incorporation des femmes

L'une des mesures qui peuvent aider à résoudre le manque de main d'œuvre dans certains secteurs est l'incorporation des femmes à des postes traditionnellement occupés par des hommes. Or, pour l'instant, elles ont du mal à accéder à certains travaux, y compris bien rémunérés. Dans la plupart des spécialités à plus grand taux d'insertion, la présence des femmes est moindre. Une situation qui doit nécessairement changer.

Alors qu'en FP initiale, les femmes dans la Communauté Autonome Basque représentent 44% des étudiants, leur accès aux diplômes offerts est très variable. Dans les cycles d'image personnelle, par exemple, les femmes représentent 98%, alors que dans les branches industrielles leur participation n'est guère représentative. Il convient par conséquent, afin de remédier à cette situation, de promouvoir des politiques de discrimination positive.

Il faudrait, en outre, profiter de l'arrivée de jeunes d'autres pays, ce qui faciliterait également leur intégration. La Formation Professionnelle peut jouer dans ce cas un rôle très important, par le biais des cycles formatifs ou de programmes de formation occupationnelle. Il s'agit d'un champ à développer, non exempt de difficultés, mais qui offre également de nouvelles opportunités.

S'il est vrai que notre société doit s'efforcer de fournir le plus grand nombre d'élèves à la FP, afin de pouvoir répondre aux besoins du marché du travail, il ne faut pas négliger l'importance de l'orientation professionnelle, notamment à la fin de l'ESO et des études secondaires.

Dans un tel contexte, la formation continue et l'innovation sont des éléments-clé pour les entreprises et les travailleurs, dont les établissements de FP sont pleinement conscients.

Normalisation de la langue basque

La normalisation du basque dans la Formation Professionnelle est un autre des enjeux à saisir. L'implantation du basque va-



rie en fonction des territoires : il a beaucoup avancé au Gipuzkoa, où il est possible de faire pratiquement toutes ses études dans cette langue, et il progresse en Araba, au Bizkaia et en Haute Navarre, quoique à des rythmes différents dans chaque cas. Au Pays Basque Nord la question commence à être abordée.

Un important travail de régénération des matériels existants en basque est actuellement effectué. Et on peut affirmer que, malgré certaines carences, on s'efforce par tous les moyens de résoudre les problèmes.

La Formation Professionnelle doit affronter de profondes transformations, certaines déjà en cours et d'autres à venir. Dans le cas de la Communauté Autonome Basque et de la Haute Navarre, la Loi de l'Éducation, qui implique la restructuration des établissements intégrés, entraînera la révision de la carte scolaire et, par conséquent, de la distribution des établissements éducatifs, ce qui constitue un motif de préoccupation pour nous.

Les établissements de Formation Professionnelle doivent être capables d'affronter la situation, qui est différente dans chaque cas, et de tirer profit de toutes les opportunités de coordination, de renforcement et de restructuration de l'offre éducative.

Nous considérons également indispensable la stabilité, dès à présent, du personnel enseignant, ainsi qu'une plus grande autonomie de gestion des établissements.

Parmi les aspects positifs de la Formation Professionnelle actuelle, il faut mentionner le taux élevé d'embauche des étu-

Parmi les aspects positifs de la Formation Professionnelle actuelle, il faut mentionner Le taux élevé d'étudiants qui choisissent cette formation et que 84% trouvent du travail une fois leurs études achevées

dants. En effet, 84% trouvent du travail une fois leurs études achevées et 90% dans les branches industrielles.

L'étroite relation et la collaboration existantes entre les établissements de formation et les entreprises et un autre des éléments remarquables. La qualité de l'actuelle FP, dont le profil des élèves répond mieux aux besoins du secteur productif, fait que plus de 70% des postes demandés par les entreprises correspondent à des diplômés de FP. Ce qui constitue une reconnaissance sociale très positive pour les établissements et les enseignants.

Il faut également mentionner la disposition et l'implication des Établissements de Formation Professionnelle dans le développement de différentes pratiques associées à la qualité et à l'excellence. La FP dans la Communauté Autonome Basque est devenue un référent pour l'État espagnol et en Europe, grâce à sa volonté de miser sur la qualité, depuis maintenant une décennie. En Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, six établissements de FP possèdent la Certification "Q d'Or" et 33 la "Q d'Argent".

Par ailleurs, au cours des dernières années, les établissements du Pays Basque ont donné le meilleur exemple d'intégration des trois sous-systèmes : la formation continue, la formation initiale et la formation occupationnelle. Malgré certaines difficultés, qui ont été progressivement résolues, les établissements de FP sont aujourd'hui un important référent pour les jeunes et moins jeunes, ainsi que pour les demandeurs d'emploi et les travailleurs en général.

Innovation

Cette nouvelle dynamique a impulsé une nouvelle démarche formative, orientée vers la culture de l'apprentissage tout au long de la vie. Mais il faut continuer dans cette voie, afin d'encourager cette attitude d'apprentissage continu chez nos propres élèves et dans toute la société.

La nouvelle dynamique a impulsé une nouvelle démarche formative, orientée vers la culture de l'apprentissage tout au long de la vie

Ces dernières années, la FP a également progressé considérablement en matière d'innovation, tant méthodologique que technologique. Aujourd'hui, les établissements de FP sont bien préparés technologiquement et disposent d'équipements de dernière génération et de systèmes de gestion performants. Ces objectifs une fois atteints, il nous faut maintenant travailler en étroite collaboration avec les autres collectifs, afin d'affronter les nouveaux enjeux.

Et pour ce faire, il faudra être attentif à de vieilles revendications, telles que la stabilité du corps enseignant, l'autonomie de gestion et le professionnalisme du personnel de direction et non-enseignant.



Les petits réduisent leur nombre et les grands se multiplient

L'avenir du petit commerce a fait l'objet de débat tout au long de l'année 2007. L'ouverture à Pampelune du Centre Commercial El Corte Inglés a entraîné la fermeture d'établissements historiques. Et il en a été de même au Labourd, suite à l'installation d'IKEA et de la FNAC. On constate, par conséquent, que la relation entre grands et petits commerces est assez compliquée au Pays Basque.

Même problème, réalités différentes

La population n'est pas distribuée de la même manière sur tous les territoires. Près des deux tiers sont concentrés dans les capitales et alentours et le reste habite dans de petites communes. La distribution des petits commerces varie par conséquent également en fonction de la taille de l'agglomération dans laquelle ils se trouvent.

Les grandes surfaces représentent 25% du marché en Araba, au Bizkaia et au Gipuzkoa

L'avenir de ces petits commerces est donc en péril dans les grandes agglomérations urbaines. Cependant, dans les zones à moindre densité de population, ces commerces continuent à prêter un service nécessaire. Au Pays Basque Nord, par exemple, il existe une initiative de commercialisation de produits de la ferme de qualité, qui compte sur le soutien de la Chambre Agricole d'Araba. L'objectif des producteurs est de créer des produits de qualité à valeur ajoutée et de pouvoir ainsi faire la concurrence aux grands centres commerciaux.

L'Administration. Certains commerçants, soucieux de créer une Association de Commerçants du Pays Basque, ont ainsi créé en 2007 l'Association des Commerçants Euskal Dendak, intégrée par 5.000 commerçants d'Araba, du Bizkaia et du Gipuzkoa, qui vise son extension sur tout le territoire du Pays Basque.

Problème lié à la mondialisation

Par le biais de la Directive Bolkestein, le Parlement Européen a adopté cette année une Loi qui permet la libéralisation du commerce à partir de 2010. Cette libéralisation des produits et services met en péril la viabilité économique des petits commerces et la commercialisation de nombreux produits locaux.

La Directive Bolkestein réduit considérablement les compétences de l'Administration. Elle ne permet pas, notamment, de réaliser des études sur l'impact des grands centres commerciaux sur leur environnement et les petits commerces. Le Gouvernement Basque a cependant adopté cette Directive, en décembre 2006.

Actuellement, les grandes surfaces occupent 700.000 m² de la superficie des trois territoires. Avec cette nouvelle Directive,

elles pourraient atteindre 1,5 millions de m². Et une fois cette superficie épuisée, les grandes multinationales pourront installer leurs établissements dans la périphérie des villes et villages, si 450 ou davantage de logements sont construits.

La prolifération des boutiques de produits chinois illustre bien ce qui nous attend, situation que le Gouvernement Basque a décidé d'affronter en limitant les horaires d'ouverture de ces commerces.

Les ventes des petits et moyens commerces ne cessent de chuter en Haute Navarre (1-2%), alors qu'elles ont augmenté ces dernières années en Araba, au Gipuzkoa et au Bizkaia (3,6%)

Association des Commerçants du Pays Basque

Les représentants des petits commerces prétendent rassembler leurs forces, au-delà des intérêts des différentes associations, en étroite collaboration avec

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EN ARABA, BIZKAIA ET GIPUZKOA, 2004

	Communauté Autonome Basque		Araba		Bizkaia		Gipuzkoa	
	Nombre d'établissements	-1%	Nombre d'établissements	-1%	Nombre d'établissements	-1%	Nombre d'établissements	-1%
Total	38.853	0.5	4.899	-0.3	20.391	0.5	13.563	0.7
Grossistes	8.029	1.5	1.035	0.5	4.241	2.2	2.753	1.0
Détaillants	30.824	0.2	3.864	-0.6	16.150	0.1	10.810	0.7

Source : (1) Pourcentage de variation en 2004 par rapport à 2003

Source : EUSTAT. Répertoire des Activités Économiques

Vers où va le commerce ?

Koldo Nabaskues · Président de EKA/OCUV

Les bouleversements subis par le secteur commercial au cours des dernières décennies ont été considérables. L'activité de distribution dans les années 1969 et 1970 était très répartie entre petits commerçants indépendants et/ou associés et enseignes (IFA, Spar, Vegé), certains groupements locaux et marchés traditionnels (La Brecha, La Ribera, Santo Domingo, La Plaza), sans oublier les économats d'entreprises (Iberduero, Michelin, Euskalduna) et les petites coopératives de consommateurs (Bide Onera) disséminées dans tout le Pays Basque, embryon du futur Eroski. Un dense réseau couvrant largement les besoins de la population, offrant qualité, proximité, choix, relation personnelle et concurrence, favorisant ainsi un certain équilibre des prix. Les courses étaient pratiquement quotidiennes et de proximité.

L'implantation et le développement d'autres modèles de points de vente, avec le passage du traditionnel comptoir au libre-service de vente en vrac et, postérieurement, au supermarché, ainsi que l'arrivée et l'expansion de la chaîne de froid, ont considérablement bouleversé l'approvisionnement et la distribution (logistique) et ont donné lieu à l'apparition de chaînes et de modèles importés de France fondamentalement, visant à réduire les coûts de transport et de distribution et à conquérir les espaces commerciaux existants, en déployant leurs ressources par l'achat d'établissements et/ou de petites chaînes, afin de devenir leaders de vente. C'est le début de la conquête du mètre carré.

Il convient de savoir que la plupart des bénéfices de ce secteur, dont les marges des produits emballés sont réduits, sont déterminés par les flux financiers. Les achats dans ce secteur sont négociés moyennant des paiements à moyen et long terme avec les fournisseurs, alors que les clients paient au comptant. Autrement dit, la rotation moyenne des produits sur les étagères peut arriver à être tellement importante que lorsque le commerçant doit payer la marchandise qui lui a été livrée en janvier, par exemple, il a déjà vendu au détail et encaissé le montant correspondant aux mois de février et de mars. Autrement dit, un cash de trois mois cumulé avant de payer le fournisseur. Imaginons les ventes d'un supermarché ou d'un hypermarché, durant cette même période de temps, et l'argent qu'ils détiennent ainsi avant de régler leurs fournisseurs.

La lutte pour la conquête du mètre carré de salles de ventes à partir des années 1970 par les grandes entreprises de distribution, peu présentes à l'époque dans nos villes et villages, entraîne l'importation de modèles externes. Parmi les faits les plus marquants, il faut mentionner l'ouverture de l'hypermarché transfrontalier Mamut d'Oiartzun (1977) et de l'hypermarché Eroski (1985) à l'extérieur de Vitoria-Gasteiz, ainsi que

l'atterrissage de supermarchés comme Sabeco (Groupe Auchan) et la progressive disparition des commerces locaux, achetés par les grandes chaînes.

Mais les changements ne concernent pas seulement le secteur de l'alimentation, mais tous les secteurs commerciaux, comme le textile, la quincaillerie, les électroménagers, l'électronique, les meubles ou les sports, qui ont subi une transformation radicale ou ont dû fermer, dans certains cas, alors que d'autres modèles surgissaient, tels que notamment les grandes chaînes d'établissements (Zara, Mango, Leroy Merlin, Aki, Saturn, Ikea, If, Declathon, Forum Sport) et leurs respectives franchises. Avec la réduction significative de l'offre et la concentration d'entreprises du secteur que cela implique.

Un exemple très illustratif est le groupe français Carrefour, qui ouvre en 1973 son premier Hypermarché en Catalogne et en 2006 gère 154 Hypermarchés sur tout l'État espagnol (dont 7 au Pays Basque), 82 Supermarchés (5 au Pays Basque), 73 Ateliers mécaniques Fevert, 73 Stations-service, 74 Agences de Voya-



ges, 8 Agences immobilières, 135 Filiales d'Assurances et de Finances et qui a débarqué également dans le monde de la téléphonie et possède également d'autres enseignes, comme les Supermarchés DIA, dont les effectifs s'élèvent à 2.100 employés au Pays Basque.

Un modèle alternatif est celui de la chaîne de supermarchés Uvesco SA, ayant son siège à Irun et implantée au Gipuzkoa, en Araba, au Bizkaia, en Haute Navarre et en Cantabrie, qui compte 150 points de vente, 1.700 travailleurs et dont le chiffre d'affaires s'élève à 380 millions, sous les enseignes Super BM et Netto.

Nous assistons également à l'arrivée d'autres types de commerce, tels que le discount allemand Lidl, ou les bazars tenus par des personnes asiatiques, qui sont ouverts tous les jours de l'année, ou les restaurants turcs à un seul menu, ou encore les nouveaux établissements de vêtements hors de saison dénommés Outlet.

Les grands Centres Commerciaux sont les pôles d'attraction actuels, comme l'étaient autrefois les places médiévales, sur lesquelles les habitants se réunissaient pour procéder à leurs échanges commerciaux, sociaux et religieux. Les Centres Commerciaux sont devenus des temples modernes, que nous fréquentons sans tenir compte de nos principes environnementaux ni rationnels. Il s'agit d'endroits où sont concentrées les offres, de manière uniformisée, car ils sont tous identiques : les mêmes marques et enseignes, d'amples horaires et ouverts tous les jours de l'année. Et il faut rappeler qu'il s'agit avant tout d'une bonne affaire pour les promoteurs immobiliers, car plus longtemps ils sont ouverts et plus le bail est élevé. Leur succès est

L'ouverture des commerces durant les jours fériés représente un bouleversement des us et coutumes et une défaite pour le personnel, qui s'est longuement battu pour obtenir la journée de 40 heures et congé les jours fériés

en train de provoquer la disparition de notre commerce de proximité.

La dernière recommandation du Conseil Économique et Social du Pays Basque, adoptée récemment à l'unanimité de ses membres, ainsi que par un grand nombre d'organisations du petit commerce, de syndicats et de consommateurs, réclame au Gouvernement Basque la paralysation du projet de modification de la Loi relative à l'Activité Commerciale. Il lui est ainsi demandé de consulter toutes les parties et de tenir compte des allégations en la matière. Nous considérons qu'il ne suffit pas de consulter les parties, mais qu'il faut respecter la pratique démocratique de participation et qu'il convient, par conséquent, de débattre et de soumettre à l'opinion publique tant la définition des structures que la planification urbaine et de retenir les modèles les moins agressifs pour l'environnement, en veillant à réduire les déplacements, à faciliter l'accessibilité et à externaliser les coûts.



Une étude/enquête menée par EKA/OCUV sur les habitudes de consommation des Basques et l'opportunité ou pas d'ouvrir les commerces les jours fériés, récemment actualisée, répond à l'acharnement des certains secteurs industriels, qui prétendent ouvrir tous les jours de l'année leurs centres de la périphérie et pousser ainsi à la disparition des petits commerçants des villes et villages.

Les conclusions de l'étude sont manifestes : l'ouverture durant les jours fériés s'avère parfaitement inutile. En effet, 94% des consommateurs interrogés estiment que l'horaire actuel est plus que suffisant pour satisfaire leurs besoins de consommation. Et 55% déclarent que le facteur qui influence le plus leur décision d'achat dans les grandes surfaces est le divertissement. Consommation et loisirs, un mélange pernicieux, encore plus lorsque l'attraction est avant tout exercée sur les enfants et les jeunes. Pôles d'attraction, surtout après la disparition des cinémas de quartier, mais séparés par un fossé également pour certaines personnes, âgées notamment, qui ne disposent pas de leur propre moyen de transport.

L'ouverture des commerces durant les jours fériés représente non seulement un bouleversement des us et coutumes, mais également une défaite pour le personnel, qui s'est longuement battu pour obtenir la journée de 40 heures et congé les jours fériés. Son seul mérite est d'augmenter la consommation spontanée et impulsive, qui entraînera comme conséquence accessoire l'accroissement de la dette des ménages et la réduction de l'épargne.

Les établissements commerciaux sont ouverts 3.750 heures par an. Les travailleurs font 1.750-1.800 heures, selon les conventions. Nous disposons donc de suffisamment de temps libre pour faire nos courses et profiter de moments de loisirs. Ce qui se cache réellement derrière ces propositions de liberté horaire est tout simplement une opération de transfert des gains commerciaux des petits commerces aux grands. On estime que ce



transfert entre les différents commerces concernés représente dans l'État espagnol 1.800-2.000 millions d'Euros.

À priori, on pourrait penser que l'ouverture des commerces durant les jours fériés bénéficie aux consommateurs, puisque ceux-ci peuvent acheter à tout moment au meilleur prix et disposer d'un ample choix. Mais la réalité est autre et les exemples sont flagrants : à Madrid, ville où l'ouverture durant les jours fériés est pratiquement totale, contrairement aux prévisions, on constate une perte d'emplois et les prix n'ont pas baissé. Dans l'État français, où ces modèles sont traditionnellement appliqués depuis longtemps et où la tendance est à la libéralisation, l'importante augmentation des coûts a répercuté négativement sur le prix des produits.

L'offre sur les linéaires des surfaces de vente a diminué, suite à la disparition de la concurrence (nombre de marques d'un même produit) et on observe une prolifération de marques *blanches* et d'enseignes. Les groupes opérateurs sont de moins en moins nombreux (Carrefour, Alcampo, Eroski, El Corte Inglés, Zara), ce qui entraîne la création d'un oligopole, qui réduit la possibilité de décision des consommateurs et favorise l'uniformité des habitudes d'achat et la perte de nos us et coutumes traditionnels.

Une tendance qui vise à imposer une démarche de consommation et une forme de vie et de rapports sociaux déterminés, qui altère les espaces et dénature les liens humains, qui transforme la société en commerce et les citoyens en consommateurs, autrement dit, en êtres exclusivement définis en fonction de leur rapport à l'égard des marchandises. À nous de savoir si nous voulons que notre vie s'écoule autour de grands espaces commerciaux, où les loisirs et/ou les divertissements sont uniquement possibles via la consommation ou si, au contraire, nous souhaitons des villes et des villages diaphanes, où le commerce soit un instrument supplémentaire pour une vie en communauté sociale et civique.

